



55 avenue Carnot
94230 Cachan
06 30 51 22 27

Commissariat aux comptes
Expertise-comptable

patrick.laurent@aditya-audit.fr

**Association CIDFF 93 (Centre d'Information sur les
Droits des Femmes et des Familles de Seine Saint Denis)**

1 rue Pierre Curie
93120 La Courneuve

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2023



55 avenue Carnot
94230 Cachan
06 30 51 22 27

Commissariat aux comptes
Expertise-comptable

patrick.laurent@aditya-audit.fr

Association CIDFF 93 (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de Seine Saint Denis)

1 rue Pierre Curie
93120 La Courneuve

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association CIDFF 93 (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de Seine Saint Denis),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIDFF 93 (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de Seine Saint Denis) relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans les "petites entreprises". Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons porté une attention particulière aux fonds dédiés, au rapprochement des produits d'exploitation (chiffre d'affaires et subventions) avec les pièces justificatives (factures et conventions de financement), ainsi qu'au rattachement des produits à l'exercice.

Plus largement, nous avons vérifié :

- les options retenues dans le choix des méthodes comptables ou dans leurs modalités de mise en œuvre
- lorsqu'elles ont des incidences majeures sur le résultat, la situation financière ou la présentation d'ensemble des comptes de l'entité ;
- les estimations comptables importantes, notamment celles manquant de données objectives et impliquant un jugement professionnel dans leur appréciation ;
- la présentation d'ensemble des comptes annuels (application du règlement ANC n° 2018-06), qu'il s'agisse du contenu de l'annexe ou de la présentation des états de synthèse.
- le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cachan, le 21 mai 2024

Le commissaire aux comptes,
Société Aditya représentée par
Patrick LAURENT

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large 'P' followed by a long horizontal stroke.

Signé électroniquement le 21/05/2024 par
Patrick Laurent



CIDFF 93

1 RUE PIERRE CURIE

93120 LA COURNEUVE

Bilan et Resultat Association

Présenté en Euros

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

édité le 14/05/2024

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés,						
Immobilisations corporelles						
. Autres immobilisations corporelles	16 461	4 816	11 645	2,02	4 798	1,02
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	1 068		1 068	0,19	1 068	0,23
. Autres	40		40	0,01	40	0,01
TOTAL (I)	17 569	4 816	12 753	2,22	5 906	1,26
ACTIF CIRCULANT						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	66 203		66 203	11,51	64 385	13,71
. Autres	118 204		118 204	20,55	133 634	28,45
Disponibilités	374 495		374 495	65,12	264 093	56,23
Charges constatées d'avance	3 417		3 417	0,59	1 618	0,34
TOTAL (II)	562 319		562 319	97,78	463 729	98,74
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	579 888	4 816	575 072	100,00	469 635	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
. Réserves pour projet de l'entité	55 000	9,56	30 000	6,39
Report à nouveau	256 817	44,66	248 738	52,96
Excédent ou déficit de l'exercice	33 107	5,76	33 079	7,04
Situation nette (sous total)	344 923	59,98	311 817	66,40
Subventions d'investissement	7 153	1,24	4 454	0,95
TOTAL (I)	352 076	61,22	316 271	67,34
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds dédiés	79 709	13,86	25 067	5,34
TOTAL (II)	79 709	13,86	25 067	5,34
PROVISIONS				
Provisions pour risques	3 745	0,65	2 300	0,49
Provisions pour charges	19 581	3,40	21 413	4,56
TOTAL (III)	23 326	4,06	23 713	5,05
DETTES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 987	2,61	10 017	2,13
Dettes fiscales et sociales	99 975	17,38	92 187	19,63
Autres dettes			235	0,05
Produits constatés d'avance	5 000	0,87	2 145	0,46
TOTAL (IV)	119 961	20,86	104 585	22,27
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	575 072	100,00	469 635	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	70		80		-10	-12,49
Ventes de biens et services						
- Ventes de prestations de services	161 601		154 497		7 104	4,60
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	577 066		476 542		100 524	21,09
- Ressources liées à la générosité du public						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	1 832		23 781		-21 949	-92,29
Utilisations des fonds dédiés	25 067		17 067		8 000	46,87
Autres produits	55		39		16	41,03
Total des produits d'exploitation (I)	765 690		672 006		93 684	13,94
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Autres achats et charges externes	53 493		36 967		16 526	44,70
Impôts, taxes et versements assimilés	18 752		18 639		113	0,61
Salaires et traitements	444 027		414 889		29 138	7,02
Charges sociales	132 069		127 318		4 751	3,73
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 381		4 110		271	6,59
Dotations aux provisions	1 445		2 300		-855	-37,16
Reports en fonds dédiés	79 709		25 067		54 642	217,98
Autres charges	20				20	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	733 896		629 288		104 608	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	31 795		42 718		-10 923	-25,56
PRODUITS FINANCIERS:						
Autres intérêts et produits assimilés	11		986		-975	-98,87
Total des produits financiers (III)	11		986		-975	-98,87
CHARGES FINANCIERES:						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	11		986		-975	-98,87
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	31 805		43 703		-11 898	-27,21
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion			887		-887	-100,00
Sur opérations en capital	3 201		3 283		-82	-2,49
Total des produits exceptionnels (V)	3 201		4 171		-970	-23,25
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	1 900		14 795		-12 895	-87,15
Total des charges exceptionnelles (VI)	1 900		14 795		-12 895	-87,15
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 301		-10 624		11 925	112,25

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Total des produits (I + III + V)	768 902	677 162	91 740	13,55
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	735 796	644 083	91 713	14,24
EXCEDENT OU DEFICIT	33 107	33 079	28	0,08

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat					
TOTAL					
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole					
TOTAL					

RAPPORT FINANCIER

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

PREAMBULE

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de Seine Saint Denis, CIDFF93, est une association sans but lucratif régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et de son décret d'application du 16 août 1901, créée le 20/08/1982, avec pour objectif : d'informer les femmes et les familles sur leurs droits, de favoriser l'autonomie des femmes, de faire évoluer leur place dans la société et de contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le CIDFF93 utilise de nombreux dispositifs pour intervenir comme :

Des permanences juridiques :

- Pour mettre à disposition toutes informations à caractère juridique, familial, social, professionnel, économique, éducatif et de santé

Un accueil

- Pour l'écoute en général
- Pour transmettre de l'information gratuite sur plusieurs champs de compétences (brochures, fiches informatives...)
- Pour favoriser l'accès aux Droits

Des actions sur le terrain en collaboration avec l'ensemble des partenaires implantés sur le territoire,

- Pour favoriser l'accès à l'emploi notamment par de l'accompagnement individualisé
- Pour sensibiliser les jeunes au respect et à l'égalité entre les femmes et les hommes...
- Pour proposer une aide et un accompagnement aux personnes en situation de prostitution, aux victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, aux femmes victimes de violences...

Le FNCIDFF pour faire évoluer la réflexion, les politiques et les dispositifs en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes

Des compétences : L'équipe du CIDFF93 est notamment composée de plusieurs juristes salarié.e.s titulaires d'un diplôme universitaire.

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 469 635 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 33 079 E.

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Association CIDFF 93 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement comptable ANC N° 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable. L'application du règlement ANC n° 2018-06 pour le premier exercice d'application n'a pas d'incidence sur les comptes à l'ouverture.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur coût d'acquisition.

Méthode d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

Le mode linéaire a été retenu pour l'ensemble des immobilisations.

- Immobilisations incorporelles :
 - Logiciels Linéaire sur 12 mois,
 - Site Internet Linéaire sur 1 à 3 ans,
- Immobilisations corporelles :
 - Travaux, Agencements, Aménagements Linéaire sur 10 ans
 - Matériels de bureau Linéaire sur 3 ans,
 - Matériels informatiques Linéaire sur 3 ans,
 - Mobiliers de bureau acquis Linéaire sur 10 ans

Rémunération des dirigeants

Tous les dirigeants, étant bénévoles, aucun membre du bureau ne reçoit de rémunération

Contributions volontaires

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Indemnités de fin de carrière

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite des salariés sont mentionnés en engagement financiers donnés, et par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue sur un logiciel d'évaluation du passif social sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité INSEE 2015-2017 et salaire brut annuel)
- Données spécifiques à la structure : Le taux de charges sociales et fiscales retenu est de 35%.
Compte tenu de la stabilité de l'équipe, aucun turn over n'a été retenu pour l'ensemble du personnel. Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds retenu est de 3.86% (inflation comprise).

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé net = 12 753 E

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations corporelles	16 737	11 228	11 504	16 461
Immobilisations financières	1 108			1 108
TOTAL	17 844	11 228	11 504	17 569

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Mat.bureau & informatique	16 461	4 816	11 645	3 ans
Titres immobilisés	1 108		1 108	Non amortissable
TOTAL	17 569	4 816	12 753	

Etat des créances = 187 824 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Produits à recevoir	66 203	66 203	
Subventions d'exploitation à recevoir	117 746	117 746	
Autre créances	458	458	
Charges constatées d'avances	3 417	3 417	
TOTAL	187 824	187 824	

Produit à recevoir :

Il s'agit de prestations effectuées sur l'exercice 2023 à percevoir en 2024.

Subventions d'exploitation :

Il s'agit de subventions essentiellement accordées au titre de 2023 restant à percevoir en 2024.

Charges constatées d'avances :

Il s'agit de charges payées en 2023, mais se rapportant à l'exercice 2024.

Trésorerie = 374 495 E

L'association dispose d'un compte courant et d'un Livret A

Solde comptable des Comptes de Trésorerie	Au 31/12/2023
Compte courant	297 014
Livret A	77 481
Caisse	
TOTAL	374 495

L'association dispose de réserves en trésorerie suffisantes pour couvrir 7 mois et demi de salaires et charges sociales afférentes.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF**Fonds Associatifs = 352 076 E**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Réserves	30 000		10 000		40 000
Réserves			15 000		15 000
Report à nouveau	248 738	33 079	8 079		256 817
Excédent ou déficit de l'exercice	33 079		33 107	33 079	33 107
Situation nette	311 817	33 079	66 186	33 079	344 923
Situation nette dont générosité du public					
Subventions d'investissement brute	14 500		5 900	10 300	10 100
Reprise Subventions d'investissement	- 10 046		- 3 201	10 300	2 947
TOTAL	4 454		2 699		7 153
TOTAL dont générosité du public	316 271	33 079	68 885	33 079	352 076

Report à nouveau :

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de 2022, L'excédent comptable de l'exercice 2022 pour 33 107 € a été affecté pour partie en report à nouveau et en réserves.

Résultat de l'exercice :

L'exercice 2023 se traduit par un excédent comptable de 33 107 € décomposé comme suit :

- Résultat lié aux activités : 31 795 €
- Résultat financier : 11 €
- Résultat exceptionnel : 1 301 €

Subvention d'investissement accordée 10 100 E

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
FONDATION ORANGE	INVEST INFORMATIQUE	14 500	5 900	10 300	10 100
TOTAL		14 500	5 900	10 300	10 100

La fondation Orange a accordé une subvention d'investissement pour l'acquisition de matériels informatiques.

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
FONDATION ORANGE	INVEST	10 046	3 201	10 300	2 947
TOTAL		10 046	3 201	10 300	2 947

La subvention est rapportée au résultat au même rythme que la dotation aux amortissements du matériel informatique financé.

Fonds dédiés = 79 709 E**Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement : 79 709 E**

Il s'agit de provisions sur engagement à réaliser correspondant à la fraction non consommée de recettes affectées en raison des engagements pris à l'égard des tiers.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
PDI/Femmes Primo-arrivantes	17 067	17 067	17 067	17 067	
DRDFE-Action jeune et femmes	8 000		8 000	0	
DRDFE VAN info femmes JOP		50 000		50 000	
CITE EDUCATIVE AUBERVILLIERS		4 800		4 800	
CONSEIL DEPARTEMENTAL		7 000		7 000	
ORANGE- Tickets de métro		843		843	
TOTAL	25 067	79 709	25 067	79 709	

Provisions = 23 326 E**Provision pour risques et charges : 23 326 E**

Il s'agit notamment de provisions pour différents risques, notamment l'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite, provisionnées dans les comptes pour 19 581 €.

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour risque convention FSE 2022	2 300	1 445		3 745
S/TOTAL I	2 300	1 445		3 745
Provisions pour indemnités de départ en retraite	21 416		1 832	19 581
TOTAL Provisions pour risques et charges	23 713	1 445	1 832	23 326

Une provision pour risque a été évaluée concernant la convention FSE non soldée, du fait d'un risque de réfaction du montant conventionné.

Etat des dettes = 119 961 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	14 987	14 987		
Dettes fiscales et sociales	99 975	99 975		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	5 000	5 000		
TOTAL	119 961	119 961		

Fournisseurs :

Il s'agit d'un ensemble de dépenses effectuées fin 2023 et qui seront réglées en 2024.

Dettes fiscales et sociales :

Ce poste est composé pour l'essentiel de charges de personnel relatives au 4ème trimestre 2023.

Autres charges à payer

Néant.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Les ressources de l'association = 765 690 E

Les cotisations de l'association = 70 E

Les ressources internes de l'association = 161 601 E

On constate une augmentation des subventions accordées entre 2022 et 2021.

Ressources internes	2023	2022
Ateliers & Actions	28 376	20 400
Association SOS Femmes	32 080	42 843
Diverses Permanences CDAD	2 990	2 760
Conseil départemental Permanences	-	2 250
Marchés publics Conseil départemental	10 000	-
CDAD Blanc Mesnil	4 370	2 760
Marchés publics Saint Denis	61 400	61 400
Marchés publics Est Ensemble	22 385	21 392
Divers participations		692
TOTAL	161 601	154 497

Les subventions de fonctionnement liées à des projets = 577 066 E

Subventions	2023	2022
Subventions communales	182 984	165 759
Subvention Conseil Général	18 000	8 000
Subventions Etat	375 182	302 783
Droits des Femmes	202 896	130 000
Etat- FSE	13 906	23 000
Etat - Cohésion sociale	68 380	56 930
Etat - FIPD	90 000	92 853
Autres subventions (fonds privés)	900	
TOTAL	577 066	476 542

L'association a obtenu des subventions de partenaires provenant de nombreuses villes du département de Seine saint Denis, nouvellement et habituellement intéressés par ses activités et ayant signés des conventions triennales pour beaucoup.

Autres produits d'exploitation = 26 899 E

Autres charges d'exploitation	2023	2022
- Reprise sur Provision pour risques et charges	1 832	23 781
- Reprise sur Provision sur fonds dédiés	25 067	17 067
- Autres produits div. Gestion courante	55	39
TOTAL	26 899	40 887

La Reprise de provision pour risques et charges fait suite à la variation du calcul de l'indemnité de retraite en 2023 pour 1 832€.

Les dépenses de l'association = 733 896 E**Les Achats = 7 859 E**

Achats	2023	2022
- Eau, Gaz, Electricité	2 211	1 309
- Alimentation	123	73
- Produits d'entretien et petits matériels	781	641
- Fournitures administratives et de bureau	4 744	2 802
TOTAL	7 859	4 825

Les achats représentent pour l'essentiel des achats de diverses fournitures de bureau et informatiques.

Services extérieurs = 15 617 E

Services extérieurs	2023	2022
- Sous-traitance	5 245	4 700
- Entretien & Maintenance	7 146	2 425
- Primes d'assurances	1 333	1 277
- Documentation	1 088	1 087
- Frais de formation	724	253
- Frais de formation supervision	80	2 060
TOTAL	15 617	11 801

Les services extérieurs sont essentiellement composés de dépenses liées à l'entretien et la maintenance informatique.

Autres services extérieurs = 30 017 E

Autres services externes	2023	2022
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	20 116	16 149
- Mission Réception déplacement	2 906	1 063
- Télécommunications	2 383	2 190
- Services bancaires	885	769
- Cotisations diverses & certifications	3 728	170
TOTAL	30 017	20 341

Les autres services extérieurs sont composés notamment des honoraires des différents intervenants, de l'Expert-comptable et du Commissaire aux Comptes et de communications. L'ensemble des charges de structure reste maîtrisé par rapport à l'année 2022.

Impôt et taxes = 18 752 E

Impôts et taxes	2023	2022
- Taxe sur les salaires	16 697	16 393
- Formation professionnelle continue	2 055	2 246
TOTAL	18 752	18 639

Les impôts correspondent à la taxe formation continue. A noter l'imputation d'une franchise sur la Taxe sur les salaires permettant une économie significative pour l'association.

Charges de personnel = 542 206 E

Charges de personnel	2023	2022
Total Salaires et traitements	444 027	414 889
Charges sociales patronales (hors prov CP)	113 720	108 151
Ratio chges soc & TSS / sal bruts & primes	30%	31%
- Provision charges sur congés payés	- 720	-1 308
- Autres charges de personnel (Transport)	14 038	12 387
- Médecine du travail	2 419	2 203
- Autres charges de personnel	2 611	3 598
TOTAL	576 095	542 206

L'effectif salarié de l'association est, au 31 décembre 2023, de 14 personnes, et représente 14.19 équivalent temps plein sur l'année 2023 (contre 13.81 en 2022 et 12.8 ETP en 2021).

Autres charges d'exploitation = 85 556 E

Autres charges d'exploitation	2023	2022
- Dotation aux amortissements	4 381	4 110
- Dotation Provision pour risque et charges	1 445	2 300
- Dotation sur engagement à réaliser	79 709	25 067
- Autres charges de gestion courante	20	-
TOTAL	85 556	31 477

- Les dotations aux amortissements des immobilisations s'élèvent à un montant total de 4 381 €.
- La dotation aux provisions pour charges correspond au risque de réfaction sur le solde du montant conventionné de la subvention FSE soit 1 445 €.
- Enfin, la dotation sur engagement à réaliser concerne des actions en cours de réalisation reportées en 2024 pour 79 709 E.

Résultat financier = 986 E

Résultat financier	2023	2022
- Produits financiers	11	986
- Charges financières		
TOTAL	11	986

- Les produits financiers correspondent aux intérêts et produits des participations.

Résultat exceptionnel = 1 301 E

Résultat exceptionnel	2023	2022
- Produits exceptionnels	3 201	4 171
- Charges exceptionnelles	1 900	14 795
TOTAL	1 301	(10 624)

- Les charges exceptionnelles sont principalement dues à l'annulation d'une facturation concernant un atelier égalité à DRANCY au titre de 2021.